

LE JOUR, 1950
15 AVRIL 1950

POUR UNE VIGILANCE ACCRUE

Le Gouvernement a droit en ce moment à tous les encouragements. Ce n'est pas une raison pour ne pas lui recommander la vigilance.

L'union que le pays fait autour de lui, il faut que le Gouvernement le mérite.

Il y a quelques problèmes en cours qui sont de la plus haute importance ; et le Gouvernement le sait bien. Pour que certaines erreurs ne se renouvellent pas, il faut être plus attentif que naguère. Plus d'une fois le Gouvernement a engagé le pays un peu à la légère. **Ce n'est pas l'heure d'en discuter, c'est le temps de s'en souvenir.**

Le Liban à travers une suite de difficultés a montré clairement sa maturité. C'est un fait qu'on ne conteste plus. Mais un peuple qui fait preuve de tant de jugement et d'intelligence, il faut qu'il puisse compter sur autant de clairvoyance chez ceux qui le gouvernent.

Notre but est d'apporter au Gouvernement un concours moral, il n'est pas de le critiquer; mais le concours moral appelle aussi les remarques inévitables.

La discipline que montrent les Libanais est réconfortante et elle portera son fruit. L'avenir montrera de plus en plus combien le Liban est solide, combien il est apte à s'adapter heureusement à des formules nouvelles. Mais cette adaptation il faut aussi la faciliter ; il faut qu'aucun de nos moyens ne soit négligé, qu'aucune de nos ressources ne soit compromise.

Notre politique, en fait, devient une politique confidentielle. Elle appelle du côté du peuple, un acte de foi permanent. Etant donné la conjoncture, il faut que cette confiance ait pour contre-partie les précautions indispensables.

Si favorable que soit notre position, en droit et en fait, elle pouvait être encore meilleure si nous avions été plus prévoyants quand au développement des événements. Le laissez faire a été trop longtemps notre doctrine ; le laissez passer, notre règle. **Cela s'est fait sentir malgré tout.**

Par bonheur, la sagesse du peuple libanais a tout corrigé ; son patriotisme profond a réagi de la façon la plus sûre.

C'est aux actes du Gouvernement, c'est à sa politique de valoir ce que ce peuple vaut ; **car les responsabilités sont grandes.**